

Ajaccio : la suppression de postes attise la colère des douaniers

La rédaction le Mardi 15 Juin 2021 à 14:14

Face à la suppression de la moitié des postes des douaniers d'Ajaccio, la CGT des agents des douanes de la Corse-du-Sud se mobilise. Ce mardi 15 juin un piquet de grève a été organisé à la gare maritime d'Ajaccio



Le piquet de grève de ce mardi matin à la gare maritime d'Ajaccio

Les salariés de la Fonction Publique étaient appelés par 4 syndicats à une journée d'action nationale ce mardi 15 juin pour réclamer une "hausse générale" des rémunérations des agents publics, et "l'arrêt d'une politique destructrice" du service public.

A Ajaccio, les agents des douanes ont aussi protesté contre le [Projet de loi de finances rectificative 2021](#) actuellement en examen à l'Assemblée Nationale, qui prévoit, comme dans la loi finance 2020, qu'un certain nombre des missions des douaniers soient transférés à l'administration fiscale avec une réorganisation des bureaux, incluant à Ajaccio la suppression de 4 postes sur les 8 existants.

Ce n'est pas la première fois que la CGT se mobilise pour protester contre le progressif démantèlement des douanes en Corse mais avec l'action symbolique de ce mardi le syndicat veut alerter la population sur les conséquences de la suppression de 50% des effectifs à Ajaccio et la perte de plusieurs missions au profit de l'administration fiscale.

"Avec la fermeture des bureaux de Porto-Vecchio, Propriano, Saint-Florent, Macinaggio et Calvi il ne reste que Bastia et Ajaccio - alerte Marielle Chevalier-Franchi, secrétaire régionale du syndicat national des agents des douanes -Snad- CGT - au 1er janvier 2022, 4 postes sur 8 seront supprimés à Ajaccio et en 2024 il se passera la même chose à Bastia".

Le syndicat s'oppose aussi au transfert d'une partie de la fiscalité douanière à la Direction générale des finances publiques (DGFiP) : il s'agit des taxes applicables au tabac, aux alcools ainsi que du droit annuel de francisation et de navigation reversé à la Collectivité de Corse dont l'impact signifierait 7 millions d'euros en moins par an pour la CdC.